

**Politique étrangère - Lutte contre le
terrorisme - G5 Sahel -
Multilatéralisme - Union
européenne - Brexit - Iran -
Intervention de M. Jean-Yves Le
Drian, ministre de l'Europe et des
affaires étrangères, devant le
«Council on Foreign Relations»
(New York, 31 octobre 2017)**

(en français et en anglais)

Mesdames et Messieurs, Chers Amis,

1. Amitié franco-américaine et vocation universaliste

Je suis heureux d'être parmi vous et de profiter de ma présence à New York pour répondre à l'invitation du Council on Foreign Relations. La France et les États-Unis sont liés par une relation que je n'oserais pas qualifier de «spéciale», par égard pour nos amis britanniques, mais qui a pour elle un lien profond, ce lien que l'Histoire seule confère.

Depuis plus de deux siècles, le combat pour la liberté nous rassemble. Ensemble, nous avons affronté les drames du siècle passé. Il y a cent ans, à la suite de la décision du Congrès des États-Unis et du président Wilson, la jeunesse américaine est venue combattre à nos côtés, dans les tranchées du Nord de la France. Le 14 juillet dernier, la France voulait justement rendre hommage à l'héroïsme de votre jeunesse, à l'amitié entre nos peuples.

En ce début de siècle, nous prolongeons notre alliance, par nos combats communs au Sahel et au Levant comme par la place qu'occupent les États-Unis dans la sécurité du continent européen. Aujourd'hui, l'Amérique a peu d'alliés qui ont à la fois la volonté politique et la capacité militaire de faire cela. La France en fait partie.

La confiance, qui est le propre de l'amitié, a ceci de précieux qu'elle permet de se dire les choses franchement, pour agir de concert comme pour pointer des désaccords, lorsque c'est nécessaire. C'est justement sous le signe de l'amitié et de la franchise que je veux aujourd'hui vous exposer la manière dont je conçois la situation internationale, et la façon dont la France et les États-Unis sont appelées à agir ensemble face aux défis du siècle en cours.

- Situation internationale et crise de la coopération

On dit de moi que je suis un réaliste en politique étrangère. Cela veut dire que je regarde les choses comme elles sont. Force est de constater aujourd'hui la dégradation préoccupante des relations internationales. Cette réalité suscite mon inquiétude, je ne vous le cacherais pas. Du reste, j'imagine que nous sommes nombreux ici à partager ce point de vue. Nous vivons un moment de très grande tension, le plus grave depuis la fin de la guerre froide. Jamais les divergences et le niveau de conflictualité n'ont été aussi élevés, depuis des décennies. En témoignent le nombre et l'intensité des crises de sécurité, la diffusion de l'hyper-terrorisme ou la gravité des progrès de la prolifération dans un petit nombre de pays très sensibles. Des crises dont le caractère régional ne doit pas nous faire sous-estimer la portée globale. Elles concernent en effet très directement la sécurité de nos citoyens, ici même comme en Europe.

À cela s'ajoute une nouvelle donne économique. De graves tensions commerciales se font jour. Le monde n'a jamais été aussi interdépendant, certaines zones connaissent un niveau de croissance spectaculaire, et pourtant, malgré la mondialisation, la coopération est moins évidente. Les flux de biens, de services et de personnes n'ont jamais été aussi importants, et nous redécouvrons pourtant que certains peuvent encore envisager le commerce comme un rapport inégal, fermer leurs marchés et attendre des autres qu'ils ouvrent les leurs, piller les technologies ou la propriété intellectuelle.

Les crises de sécurité et les tensions économiques accompagnent et expliquent en même temps une redistribution de la puissance à l'échelle mondiale. Avec elles reviennent sur le devant de la scène des stratégies de puissance affirmées, et parfois très agressives, avec une prise de risque alarmante de la part de certains acteurs. Elles témoignent d'une recomposition en profondeur des rapports de force internationaux. Comme dans toute phase de transition dans les rapports de puissance, nous vivons une époque où les ruptures et les risques de surprises sont devenus l'étalon du raisonnement et de l'action stratégiques.

L'égalisation des rapports de puissance rend désormais possibles des stratégies conflictuelles, qui se déploient sur les territoires où tel ou tel pays cherche à établir une position hégémonique, mais aussi dans de nouveaux espaces disputés, au cœur de la mondialisation, qu'il s'agisse des espaces marins, extra-atmosphériques ou cyber. Nous assistons au retour des postures d'intimidation, à l'obsession de certains de bâtir des zones d'influence où l'on se partagerait la planète entre quelques Grands, comme fruit d'un pur rapport de puissance. Preuve de l'instabilité à laquelle conduit ce genre de stratégies : les crises se multiplient justement aux points de jonction de ces zones d'influence. Ces nouvelles tentations impériales peuvent d'ailleurs être le fait de puissances régionales lorsqu'elles jouent de l'affaiblissement des États en s'appuyant sur tel ou tel groupe armé ou groupe politique à leur solde. Cet ordre international est éminemment instable car il fait de la compétition la norme, sur la base de rapports de force évoluant en permanence, dans lesquels l'État de droit n'a guère sa place.

Corrélativement, on constate un affaiblissement des organes multilatéraux de régulation de l'ordre international. Avec la remise en cause croissante des règles du jeu multilatéral, les tentations du repli apeuré ou du cavalier solitaire égoïste vont grandissantes.

Pourtant, le multilatéralisme n'est efficace et légitime que si les puissants acceptent de limiter l'usage du rapport de force dans un domaine défini par le droit. Or c'est cette auto-limitation [self-restraint], pour reprendre le mot employé par le président Truman lors de son discours

sur l'état de l'Union en 1950, que nous ne voyons plus jouer aujourd'hui chez certains.

La crise du multilatéralisme, de la coopération internationale, de ses normes et les moyens d'y remédier, c'est justement ce que je voudrais approfondir avec vous.

Quel ordre global aujourd'hui ? L'instabilité qui caractérise l'époque de transition dans laquelle nous évoluons se double en effet d'une incertitude grandissante sur la nature même de l'ordre global qui se dessine devant nous, et sur la nature des règles qui l'organisent.

En témoigne par exemple la manière dont certains États autoritaires profitent de cette situation pour affaiblir l'ensemble normatif qui depuis des décennies s'est enrichi dans le domaine des droits de l'Homme, de la protection des populations vulnérables, ou dans le domaine de l'impunité contre les crimes internationaux les plus graves. Pour les démocraties libérales, il ne peut être question de sombrer dans le simple accompagnement de cette réalité nouvelle. Nous devons nous donner les moyens de faire prévaloir le droit au niveau international. Et nous ne pourrons le faire sans une vision claire de l'enjeu que représente l'action multilatérale. C'est la condition pour faire prévaloir un ordre où la coopération est la norme, où la concurrence - et elle est légitime dans un monde ouvert et multipolaire - ne se transforme pas en une compétition sans règle.

2. Nécessité du multilatéralisme et des normes internationales

Je sais que les États-Unis ont un rapport complexe au multilatéralisme, qu'ils ont suscité en 1919 comme en 1942 pour s'en écarter régulièrement. Mais comme Européen, je veux dire que l'histoire du vieux continent est là pour nous rappeler la chose suivante : les époques de bouleversement des équilibres stratégiques sont aussi les plus lourdes de menaces si des règles communes, une confiance réciproque, ne sont pas là pour apaiser les tensions et permettre des solutions collectives. C'est fort de cette conviction, que je pense les Français ont choisi un président profondément européen, c'est-à-dire un président élu sur un projet de coopération et d'intégration plutôt que de simple statut quo ou de simple coexistence de l'équilibre des puissances.

Aujourd'hui, la promotion de normes est plus indispensable que jamais face aux défis globaux qui nous concernent tous. Qu'il s'agisse de la sécurité, du climat, des échanges économiques, de la santé ou de l'éducation, dans tous ces domaines, l'interdépendance de notre monde est telle que les réponses relèvent forcément d'une action internationale coordonnée. Les incertitudes et les ruptures à l'oeuvre dans le monde rendent cette exigence sans doute plus difficile que par le passé ; elle n'en reste pas moins indispensable. Une approche collective, une approche multilatérale n'est pas une simple possibilité parmi d'autres ; c'est souvent une nécessité.

Malgré les désaccords du moment à ce sujet, nous continuerons d'affirmer auprès de l'administration américaine l'importance que représente l'engagement de l'Amérique dans la promotion des normes du système international pour en garantir la transparence et la prévisibilité. C'est ce dont nous avons besoin dans la période actuelle. Et c'est pourquoi la France continuera de jouer un rôle actif dans les enceintes multilatérales. C'est dans cet esprit

que je suis venu à New York clore notre présidence du conseil de sécurité : pour réaffirmer avec détermination cet engagement. D'ailleurs le président Macron l'avait déjà lui-même, avec beaucoup de panache, affirmé dans son discours à l'Assemblée générale des Nations unies.

3. Action multilatérales pour la résolution des crises de sécurité

- Terrorisme

Notre engagement multilatéral vise d'abord à la résolution des crises de sécurité. La sécurité est un bien commun, le premier de tous. Je pense bien sûr à la menace terroriste : c'est une priorité partagée par nos diplomaties respectives. Les principales menaces aujourd'hui s'appellent Daech et al Qaïda. Chacune doit être combattue.

Au Levant, Daech est en passe d'être vaincu sur le plan militaire, grâce aux efforts conjoints de la coalition internationale où les États-Unis et la France combattent côte à côte, et à l'action de nos partenaires, arabes et kurdes, au sol. Cela doit nous conforter dans notre volonté d'agir de façon coordonnée. Notre responsabilité, c'est désormais d'agir pour la stabilisation, la reconstruction et la réconciliation. En Irak, nous devons encourager sans tarder une démarche politique respectueuse de toutes les composantes de la société irakienne.

S'agissant de la Syrie, après six années d'impasse, nous avons besoin d'une approche réaliste et pragmatique, à la mesure d'un conflit qui n'a eu de cesse de s'internationaliser. Lutter contre Daech et trouver les conditions politiques d'une fin de la guerre, ce sont les deux faces d'un même engagement au service de la sécurité internationale. La réduction du terrorisme passe par le retour à la paix civile.

C'est le sens de l'initiative prise par le président Macron de fédérer les initiatives des membres permanents du conseil de sécurité ; ceci doit permettre de réduire les contradictions au sein de la communauté internationale et de soutenir efficacement le travail de l'envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies, M. Staffan de Mistura.

La vérité c'est que, j'y reviendrai dans un instant, il faut sans cesse recourir à des formats adaptés qui permettent d'agir de concert sur les zones de crise tout en respectant le rôle global des Nations unies. J'ajoute, pour ce qui concerne la Syrie, quelques jours après la remise du rapport du mécanisme conjoint d'enquête, que nous devons collectivement rester unis dans la lutte contre l'impunité des auteurs d'attaques chimiques. Il y va de l'avenir de notre système de sécurité collective.

Le lien entre format régional et action multilatérale, c'est par ailleurs ce que nous portons au Sahel contre al Qaïda au Maghreb Islamique en particulier, avec le G5. Cette instance réunit les États directement concernés par la menace terroriste dans la région. Cette initiative régionale endossée par l'Union africaine et, unanimement, par le conseil de sécurité, rappelée hier par ce même conseil de sécurité, exige désormais un appui de la communauté internationale pour assurer sa montée en puissance. C'est un sujet majeur, parce que c'est la première fois que les États africains concernés décident d'assurer eux-mêmes leur propre

sécurité. Si nous ne sommes pas à ce rendez-vous là, alors toute expérience nouvelle qui sera entreprise sera vouée à l'échec, parce qu'on n'aura pas réussi, une opération majeure de sécurité pour les pays africains mais aussi pour notre sécurité. C'est le message que j'ai adressé hier au conseil de sécurité en souhaitant être entendu, y compris ici aux États-Unis.

- Prolifération et menaces étatiques

Outre la menace terroriste, nous faisons aussi face à des risques de conflit entre puissances étatiques. Ces dernières années, nos concitoyens percevaient peut-être moins cette réalité. Les choses sont en train de changer, en raison notamment des crises à travers lesquelles des stratégies de puissances déstabilisatrices perturbent l'ordre et la sécurité internationales. Ces crises ne pourront pas davantage trouver de solution hors du cadre multilatéral.

Je pense bien sûr à la Corée du Nord, qui réclame une réponse ferme et unie de la communauté internationale. C'est le chemin que le président Trump a décidé de suivre, et la France le soutient dans cette voie, avec les résolutions 2371 et 2375 du conseil de sécurité qui ont condamné les derniers essais et renforcé le régime de sanctions ainsi que la mise en oeuvre des sanctions existantes. C'est un moyen de contraindre Pyongyang, le seul réaliste, de renoncer à ses projets proliférants.

Mesdames et Messieurs, le premier fondement de l'ordre international c'est la confiance. En ce sens la société internationale ne diffère pas des autres formes de société: sans confiance il n'y a plus de dialogue, plus d'échange possible. C'est encore plus vrai dans l'ordre international car si le droit peut y être dit en toute impartialité grâce à la Cour internationale de justice, il n'y existe aucune force permanente pour le mettre en oeuvre. Cette responsabilité incombe au conseil de sécurité. Ses membres permanents ont donc une responsabilité éminente : insuffler la confiance dans l'efficacité de l'organisation des Nations unies et dans leur capacité à reconnaître ce qui est vrai. C'est pourquoi, par exemple, je souhaite que le conseil puisse prochainement prolonger le mécanisme conjoint d'enquête sur la Syrie. S'il n'y parvenait pas, il afficherait son désintérêt pour le simple établissement de la vérité.

L'autre condition de la confiance, c'est le respect de la parole donnée. Les actions déstabilisatrices que l'Iran mène en Syrie, en Irak, au Liban, au Yémen ou dans le Golfe, directement ou par l'intermédiaire de groupes qu'il soutient, ne peuvent être tolérées, je le dis clairement. Il en va de même des activités balistiques que l'Iran poursuit et qui sont incompatibles avec les résolutions du conseil de sécurité. Cette attitude est contraire à nos intérêts comme à ceux des États-Unis. Elle menace la sécurité des pays de la région.

Nous partageons l'objectif d'infléchir cette politique, car nous ne pouvons accepter l'ingérence et la volonté d'hégémonie dont elle témoigne. Ce principe, nous le communiquons directement à Téhéran. J'aurai l'occasion moi-même de m'y rendre dans les jours qui viennent.

La fermeté associée à la confiance, c'est l'enjeu que représente aujourd'hui le JCPOA, qui a été le fruit d'un effort important dans un format multilatéral adapté, spécifique mais validé par la communauté internationale. Sur ce dossier, la position de la France est claire : l'Iran ne doit pas pouvoir acquérir l'arme nucléaire. Ni aujourd'hui, ni demain. De ce point de vue, l'accord

signé à Vienne en 2015 nous permet de garantir cet objectif au moins pour les 10 prochaines années. La France avait d'ailleurs été, je vous le rappelle, le négociateur le plus exigeant et nous continuons à exercer une très grande vigilance en vue d'une application stricte de tous les engagements par l'Iran, grâce notamment au travail rigoureux de l'AIEA.

Dans ces circonstances, le débat des prochaines semaines aux États-Unis sera crucial. Nous espérons qu'aucune décision ne sera prise par l'administration ou le Congrès qui aboutirait à remettre en cause cet accord. L'abandon de l'accord de Vienne nous priverait de nos moyens de contrôle sur le programme nucléaire, sans pour autant régler les autres problèmes. Il aurait en effet des conséquences extrêmement néfastes sur la sécurité dans la région ; des conséquences qui affecteraient à la fois les intérêts de l'Europe comme les intérêts des États-Unis.

4. Réforme des Nations unies

Mesdames et Messieurs, dans toutes les crises que j'ai rappelées, nous payons le défaut d'une coopération internationale. Nous le payons par la durée de ces crises et par leur aggravation. C'est vrai notamment de la division qui mine le conseil de sécurité. Or le rapprochement des membres du P5, leur unité, est le préalable nécessaire au règlement de nombreuses crises. Mais face à ces crises, il faut également que l'ONU soit la plus à même de répondre de façon concrète et efficace. Comme toute institution, son fonctionnement est perfectible : nous en sommes convaincus. C'est pourquoi la France soutient pleinement le Secrétaire général Antonio Guterres dans sa volonté de réformer l'organisation pour la rendre plus efficace dans son action, plus transparente dans sa gestion et plus réactive dans la réponse aux crises. Nous partageons sa vision d'une approche globale qui fait des trois piliers des Nations unies - la paix et la sécurité, les affaires humanitaires et le développement durable - un tout indissociable. De façon générale, l'ONU doit décloisonner son action, car l'expérience a montré combien les problématiques sécuritaires, d'urgence et de développement, sont étroitement solidaires. La réaffirmation de la pertinence de l'ONU dans le contexte instable actuel passe par là. Je pense en particulier aux opérations de maintien de la paix, qui doivent améliorer encore la cohérence de leur action.

5. Créativité multilatérales et nouvelles gouvernances

Je vais m'en tenir là parce que je ne voudrais pas vous retenir trop longtemps dans mon mot introductif. Je voudrais vous dire en conclusion qu'il nous faut faire preuve d'une créativité multilatérale et d'une créativité dans les nouvelles gouvernances. Tous les sujets de crises de la dernière décennie - qu'elles soient financières, économiques, humanitaires, sécuritaires, sanitaires, environnementales - ont montré que le sort des États était lié, et que la réponse aux défis internationaux passait par davantage de coopération.

Il faut que nous fassions ensemble preuve de créativité multilatérale dans tous les domaines. C'est sans doute l'enjeu de la stabilité internationale qui est devant nous et qui est lié à cela. Merci de votre attention.

Questions - Réponses

Q - We will both adjust our headphones as it turns out the minister is as challenged in English as I am in French. OK ?

Thank you, Mr. Minister, for that tour de reason. And so I listened closely to your remarks. At the core was a full-throttled embrace of multilateralism. And then you were extremely diplomatic - as a foreign minister should be - and I will quote, «The United States has a complex relationship with multilateralism,» close quote. I actually don't think it's that complex. What we have in the current United States government is, for the most part, a rejection of multilateralism. It has withdrawn from the TPP. It has withdrawn from the Paris climate agreement. It has decertified Iran under the JCPOA. It has left UNESCO. And it is threatening to leave NAFTA. So my question is, how worried are you? And can there be successful multilateralism when the United States seems to increasingly reject it?

R - En fait, merci du compliment de diplomate.

Q - You're welcome.

R - Je ne sais pas si c'est un compliment. Je vis au milieu de diplomates donc je préfère que ce soit considéré comme un compliment ne serait-ce que pour la qualité de mes relations avec eux cet après-midi. Moi je ne suis pas diplomate de formation, mais je crois que dans mon propos il y avait peut-être l'art et la manière de dire des choses très robustes. C'est vrai que quand on fait la liste des retraits, on s'aperçoit qu'il y a un agenda assez significatif. Mais je m'aperçois aussi que, sur l'ensemble des problèmes que vous évoquez, ce n'est pas tout noir ou tout blanc, c'est toujours dans le gris. On renonce à certifier l'accord de Vienne, mais on ne se retire pas de l'accord. On dénonce l'accord sur le climat, mais on n'a pas encore retiré les engagements financiers. On se retire de l'Unesco mais peut-être qu'on envisage d'y revenir. On pourrait multiplier. Ce que je peux dire pour ma part c'est que nous avons besoin d'une Amérique qui prenne toute la place, et qui assure ses responsabilités de première puissance mondiale. Et nous avons besoin d'une Amérique qui participe à ce que j'appelais à la fin de mon propos la créativité multilatérale, qui peut prendre des formes différentes. On n'est pas obligé d'être dans le moule des Nations unies, mais la réponse, elle, est obligatoirement dans une relation de ce type pour résoudre les crises quelles qu'elles soient.

Ce que je constate aussi, un peu en contrepoint de ce que vous disiez, c'est que néanmoins, sur beaucoup de sujets - j'ai été ministre de la défense pendant 5 ans avec un autre gouvernement en France et un autre gouvernement aussi aux États-Unis, donc j'ai deux expériences croisées - sur les enjeux de sécurité majeurs je trouve toujours les mêmes partenaires. Quand votre ambassadrice aux Nations unies hier, même le secrétaire d'État annonce que vous allez aider les pays du Sahel à assurer leur propre défense - ce que j'évoquais dans mes propos - je constate une permanence dans la lutte contre le terrorisme que nous menons au Sahel. Certes la France est en leader, mais nous avons le soutien américain, il est toujours là.

Quand on aborde la question du Levant, les combats contre Daech, les États-Unis mènent la coalition, avant, après, ils sont toujours là aussi. Et quand on commence à réfléchir à l'après Daech, j'imagine que les États-Unis seront toujours là, je le souhaite en tout cas. Il faut que

nous soyons dans le périmètre de négociation, acteurs dans le prolongement de la coalition. La coalition au Levant ne sert pas uniquement à mon avis à gagner la guerre. Elle sert aussi à ne pas perdre la paix. Donc il y a une permanence de ce côté-là.

Vous avez été diplomate, vous étiez un peu provocateur, mais finalement...

Q - You're an optimistic realist. I could follow up, but I won't. Let me turn to Europe. And on one hand you have Brexit, and you also have what is going in Spain, in Catalonia. On the other hand, you have the emergence of a new dynamic between Paris and Berlin. So what is- what is your sense of now what is- what is Europe's future likely to be? What do you think is in the realm of the possible?

R - Je ne vais pas mettre les trois sujets sur le même pied. La Catalogne est un problème interne à l'Espagne. Nous ne reconnaissons qu'une seule autorité, un seul gouvernement, le gouvernement de Madrid, et nous souhaitons vraiment que la crise interne se règle dans le cadre de la Constitution espagnole. Donc il n'y a aucun lien à établir entre cette crise profonde de l'ensemble espagnol avec les interrogations que vous portez sur l'Europe. Parfois certains commentateurs ont pris ce risque, je ne le partage pas. Au contraire même, il y avait dans les propos de certains membres, de leaders de Catalogne, des volontés très européanistes, et le fait que l'Europe dise «nous ne partageons pas votre point de vue», est un élément de difficulté pour la Catalogne. Je souhaite que cette crise puisse se régler au mieux.

Sur le Brexit, c'est une décision britannique.

Q - Can I just interrupt you for a second? Sorry. Could you imagine any scenario on which an independent Catalonia would be admitted to the EU?

R - Une indépendance de la Catalogne ne sera pas validée au niveau européen. Je vois mal l'ONU le faire, je ne vois pas qui pourrait être le supporter d'une reconnaissance internationale d'un statut d'indépendance qui n'est pas validé, qui n'a même pas été reconnu par une élection dument objective et constatée. L'élection par laquelle l'indépendance est voulue est une élection qui certes est gagnée à 90% mais par 40 % du corps électoral, dans des conditions de fonctionnement et de mises en oeuvre qui poussent à un doute. Donc je ne vois pas d'autre hypothèse possible.

Sur le Brexit, les Britanniques ont décidé, ont choisi. Je pense que tout retour en arrière est exclu. J'ai reçu la semaine dernière, les deux ministres britanniques les plus concernés par la mise en oeuvre de cette séparation, soit le ministre des affaires étrangères ou le ministre chargé précisément de la mise en oeuvre du Brexit. On parle de l'après, on parle comme si c'était fini. Donc il ne faut pas se mettre dans l'idée qu'une hypothèse de retour est envisageable. La cassure est faite. Nous respectons cette rupture. Nous la regrettons, mais elle est là. Donc maintenant il faut mettre en oeuvre le processus de séparation ; d'abord les conditions du divorce, et ensuite la manière dont on pourra établir des relations de bon voisinage. Il faut séparer les deux. Un mandat a été donné par les 27. À Michel Barnier de mener la négociation. Elle est compliquée, elle se heurte au problème de maintien du statut des Européens en Grande-Bretagne, du statut des Britanniques en Europe. Elle se heurte à la difficulté de calquer

le financement, le remboursement des engagements pris par la Grande-Bretagne au cours des mois passés, pour l'avenir. La facture. Elle se heurte aussi à la question de l'Irlande. Elle se heurte au maintien des quatre libertés fondamentales de l'Union européenne : la liberté de circulation des biens, des services, des personnes et des capitaux. Tout cela fait l'objet de discussions avec une Union européenne des 27 très solide.

Donc les tentatives - qui sont humaines - de la part des Britanniques d'essayer de trouver des divergences dans les 27, cela ne marchera pas. Après il faudra s'entendre sur la manière de travailler ensemble. Je pense que ce sera possible. En tout cas il y a un point sur lequel il faut bien marquer nos engagements, singulièrement pour la France, c'est le fait que notre relation de défense avec la Grande-Bretagne restera intacte. Nous l'avons dit dès le départ, et nous le répétons à chacune de nos opportunités, il y aura au mois de janvier - je crois que c'est le 18 janvier - un sommet franco-britannique. Donc cela n'empêche pas de se parler même si on continue à négocier. Il devrait permettre d'aborder aussi ces questions de défense, ce qui fera que sur ces questions sécuritaires le dialogue et la permanence de la relation seront de mise.

Et après il y a l'Allemagne ?

Q - Yes. Yes, sir. The Allemagne.

R - J'avais compris qu'il y avait aussi l'Allemagne. Il y a d'abord une observation que vous avez sûrement faite vous-même, c'est que les dernières élections allemandes ont fait apparaître qu'il y avait aussi en Allemagne des éléments de populisme, que ce n'était pas limité à la France ou à d'autres pays. Il y a une relative fragilité provisoire, je pense, de l'Allemagne en ce moment. Nous pensons plus globalement - ce n'est pas uniquement l'Allemagne, c'est la position de la France - que le rejet de l'Europe qui s'est manifesté par toute une série d'élections et par les sondages, les comportements des européens, nécessite une vraie refondation de l'Europe. J'ai eu l'occasion de vous le dire tout à l'heure mais je le redis ici devant cette assemblée, beaucoup se sont réjouis de l'élection d'Emmanuel macron, ils ont eu raison. Mais beaucoup se sont dit «voilà un grand souffle pour l'Europe». Ils ont raison. Mais dans la même année, la même France, trois mois avant, risquait d'être contaminée par des populismes de droite et de gauche, aboutissant à ce que la France soit dans le repli voire le déclin.

Brutalement il y a eu cette éclaircie due certainement au talent d'Emmanuel macron, mais due aussi au fait qu'il ait eu le courage de dire «moi j'ai mon axe, c'est l'Europe, et je fais ma campagne sur l'Europe, je mets même le drapeau européen dans ma campagne». C'est une audace politique très forte. Et cela a marché parce que sans doute les Français se sont dits à un moment que l'avenir n'était pas dans le repli sur soi mais dans l'aventure collective, le multilatéralisme - comme je le disais tout à l'heure- qui nous permet de nous affirmer nous, France, dans un ensemble plus grand, qui ne nous détruit pas nous, au contraire qui nous renforce. Ce discours là on le partage aussi avec une bonne partie des responsables politiques allemands, d'où notre responsabilité commune de faire en sorte de poser les jalons d'une refondation de l'Europe qui intègre une Europe qui protège, qui protège ses citoyens, qui protège ses intérêts. Qu'on n'ait pas d'arrière-pensée ou de pudeur à dire que l'Europe est une puissance qui sait jouer aussi des rapports de force, y compris éventuellement avec les États-Unis, ce qui n'empêche pas l'amitié. Mais cela veut dire la défense des intérêts. C'est cette nouvelle donne-là qui commence à apparaître, et j'espère qu'elle gagnera parce que si elle

ne gagne pas, alors on risque d'avoir dans tous ces pays y compris le mien, un retour du populisme qui serait dévastateur, et qui entraînerait le déclin et le repli sur soi. Le repli sur soi c'est le nationalisme, et le nationalisme, à un moment donné c'est le conflit.

Q - Let me just - OK. I'll just ask one last short question, then we'll open it up.

Your government recently conducted and published what it described as a strategic review. It has not gotten a lot of attention here in the United States. What is the most significant thing that Americans should understand about the strategic review?

R - Écoutez, vous avez une grande chance parce que celui qui a fait ce document est avec moi. Donc je partage toutes ses conclusions mais peut-être que c'est lui le mieux placé pour les dire.

(...)

Q - Let me open it up now. We've got some time for some questions from our members.

Ambassador Wisner - Mr. Minister, thank you very much for a clear and most welcome message.

At one point in it you touched on the question of Iran, and I think you found a lot of resonance among those who believe that the agreement, the JCPOA, must continue to provide a framework for containing the nuclear problem. But you went on to say that certain aspects of Iranian behavior are unacceptable, and you listed a number of them. You'll find very few who disagree. But what is unacceptable assumes something that is acceptable. So as you talk about or think about Iraq, Syria, Yemen, Lebanon, the crises that you mentioned, what in your mind is the acceptable nature of an Iranian presence and action in the region?

R - Il ne faut pas se tromper de sujet. Et je crois qu'il ne faut pas créer de confusion. Il y a d'abord concernant la relation avec l'Iran, la question du nucléaire. Et je dois vous dire que dans mes fonctions, encore plus maintenant qu'il y a encore quelques mois, la crise majeure qui peut apparaître sur la sécurité du monde est la prolifération. L'enjeu majeur, c'est la prolifération, la prolifération chimique - on en reparlera - et la prolifération nucléaire. C'est le risque majeur, il est au-delà de toute autre considération. C'est pour cette raison qu'il faut empêcher l'Iran d'accéder à l'arme nucléaire comme il faut empêcher la Corée du Nord. Sur cette question du nucléaire nous estimons aujourd'hui que l'accord de Vienne est un accord qui empêche, qui enraye l'accessibilité de l'Iran à la puissance nucléaire militaire. À l'heure actuelle rien ne démontre le contraire. Nous considérons que le paquet nucléaire doit être traité à part, y compris d'ailleurs dans toute une série de forums internationaux, vu l'ampleur des risques et du côté essentiel de la mise en oeuvre de la non-prolifération.

La France a été au moment de la signature de cet accord, avant la signature, le pays le plus exigeant sur les garanties. Mon prédécesseur Laurent Fabius était à la manoeuvre, si je peux reprendre un terme militaire qui convient bien d'ailleurs là. En tout cas, nous considérons que

cet accord était robuste. La France était plus exigeante que les États-Unis. À partir du moment où cet accord a lieu il faut le respecter. Rien ne serait pire pour la suite de la lutte contre la prolifération qu'on ne respecte pas une signature permettant de juguler la prolifération, parce qu'après vous ne pourrez plus passer d'accord avec quiconque. Et si un jour la Corée du Nord venait à la négociation, quelle est la garantie de la pérennité d'une signature constatant la dénucléarisation de la Corée ? C'est le premier sujet. Cela n'empêche pas d'être extrêmement ferme et exigeant à l'égard de l'Iran sur les autres sujets, qu'il s'agisse de la dimension balistique et du non-respect par l'Iran de la résolution 2331 qui fait exigence à l'Iran de ne pas développer ses activités balistiques. Deuxième problème : la dimension territoriale et le fait que ce pays est en train de s'étendre, y compris au moment du règlement de la crise syrienne. Je suis moins inquiet sur l'Irak, encore que, il y a plus de garanties politiques que sur l'Irak aujourd'hui - pourvu que cela dure - mais sur la Syrie c'est une évidence, sur le Yémen les risques sont connus, sur le Liban également. Donc nous devons être fermes et très exigeants à l'égard de l'Iran sur ces deux sujets en particulier. Mais en même temps nous devons respecter notre signature.

C'est aussi clair et aussi simple que cela en ce qui nous concerne. La position de la France est d'une grande fermeté sur l'ensemble. Si d'aventure il s'avérait que l'Iran n'applique pas l'accord de Vienne, nous le dirions et nous en tirerions les conséquences. Ce n'est pas le cas. J'espère avoir été assez clair.

Q - David Andelman : David Andelman, CNN, opinion.

Monsieur le Ministre, I'd like to turn to Francophone Africa, if I could, particularly Niger, Mali, and Chad. Can you tell us what you think the role of France is or should be in terms of halting jihadist expansion in that region and what the role of the U.S. should be? We've heard there's been some friction on the ground. And so how do you see the two countries working together, since you've been both minister of defense and minister of foreign affairs?

R - La zone du Sahel - vous évoquez trois pays, Niger, Burkina Faso et Mali, il y a aussi le Tchad et la Mauritanie - c'est une zone très fragile, où certains États ne sont pas totalement structurés et où il y a depuis des années des trafics en tout genre, singulièrement des trafics de drogues et des trafics d'armes, qui ont été d'ailleurs activés et renforcés après la chute de Kadhafi et la désintégration de la Libye. Bref, c'est une zone de trafic. C'est aussi une zone de développement de l'islamisme radical. Les deux s'interpénétrant, l'un finançant l'autre, et les groupes jouant sur l'ensemble du spectre.

Il y a eu en 2013 une tentative du groupe islamiste de prendre le Mali et de prendre Bamako, et de transformer le Mali en un État kidnappé qui serait devenu un État islamiste avec toutes les conséquences que cela pouvait engendrer. La France est intervenue à la demande du gouvernement malien et avec le soutien des Nations unies pour empêcher ce processus. Nous avons dû ensuite élargir notre action militaire, puisque le terrorisme ne connaît pas de frontière et ces groupes encore moins. Donc l'opération qui s'appelle désormais Barkhane et qui mobilise 4100-4200 militaires en permanence, assure la lutte antiterroriste dans une zone qui est extrêmement vaste. Cela ne suffit pas. D'autant plus que les groupes terroristes se sont réorganisés entre eux et sont passés maintenant non plus à une forme d'action terroriste territoriale comme c'était le cas auparavant mais d'action terroriste ponctuelle, des attentats, peut-être un terrorisme plus classique mais tout aussi virulent et tout aussi dévastateur, même

si le nombre est beaucoup plus limité qu'auparavant.

Le sujet qui a été évoqué - dont j'ai fait référence un peu dans mon propos - au conseil de sécurité hier longuement pendant trois heures, c'est celui de la constitution d'une force conjointe des cinq pays africains eux-mêmes, pour assurer leur propre sécurité. C'est une très grande avancée. C'est un concept très stimulant. Le fait que les cinq chefs d'État se soient engagés dans cette logique, que leurs chefs d'État-major eux-mêmes soient engagés dans cette logique-là, est quelque chose d'assez exceptionnel qu'il ne faut pas rater.

J'ai dit aux Américains - en répondant à votre question - ceci : je sais qu'il y a des interrogations de la part de l'administration américaine sur l'efficacité des Nations unies, l'efficacité des opérations de maintien de la paix et sur ce que cela coûte. Voilà une opportunité, du fait que les Africains s'organisent entre eux pour régler cette question et assurer la sécurité de leurs frontières, et que nous-même France, nous assurons par derrière un soutien éventuel s'il y a des besoins, par la force qui est sur le territoire. Il faut tout faire pour que les Africains réussissent ce pari, tout faire. Parce que si on ne réussit pas - je le disais tout à l'heure - alors toute expérience de ce type sur tout le territoire africain serait condamnée, parce qu'en plus cette initiative est soutenue totalement par l'Union africaine, qui en fait aussi un test. Voilà ce que j'ai dit à Nikki Haley hier../.